

International

LES ENJEUX DE LA RECONNAISSANCE DE LA PALESTINE

Nabil Shaath

01/03/2011

Sur invitation de la Fondation Jean-Jaurès, Nabil Shaath, ancien ministre des Affaires étrangères, aujourd'hui responsable des relations internationales du Fatah et l'un des plus proches conseiller du président Mahmoud Abbas, était présent à Paris du 28 février au 4 mars.

Il a rencontré à cette occasion différentes personnalités politiques socialistes, de nombreux parlementaires et différents chercheurs et universitaires. De même, plusieurs entretiens avec la presse écrite et audiovisuelle ont été organisés. Personnalité politique palestinienne de premier ordre, Nabil Shaath a pu ainsi faire bénéficier à ses auditeurs et interlocuteurs de son analyse de la situation au Proche et Moyen- Orient ainsi que du blocage actuel des négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne.

.

Les Européens doivent reconnaître la Palestine sans attendre (AFP)

Les Européens doivent « prendre l'initiative » pour aider le processus de paix au Proche-Orient, du fait de l'actuel désengagement américain, et reconnaître un État palestinien sans attendre septembre, a déclaré mercredi à l'AFP le négociateur palestinien Nabil Shaath. « Nous avons reçu l'assurance de tous les Européens qu'ils reconnaîtraient l'État palestinien dans ses frontières de 1967 entre maintenant et septembre. Mais nous préférierions avoir cette reconnaissance maintenant plutôt qu'avoir à attendre septembre », a dit M. Shaath, qui, invité à Paris par la Fondation Jean-Jaurès, a eu des entretiens au Quai d'Orsay et à l'Élysée où il a été reçu par le conseiller diplomatique du président Nicolas Sarkozy, Jean-David Lévitte. Dans le processus vers une reconnaissance, « la France, la Suède, l'Espagne, le Portugal semblent en tête, Chypre a déjà reconnu, Malte peut-être bientôt, la Slovénie veut le faire », a-t-il noté. Interrogé sur ses entretiens à Paris, le responsable des relations internationales au Comité central du Fatah a commenté : « Personne n'a dit qu'il était contre, tout le monde a dit : nous y pensons sérieusement, mais personne n'a dit : demain ». Il s'est dit « déçu » par Barack Obama, « trop occupé par ses problèmes

domestiques ». « Je pense que l'Europe devrait prendre l'initiative », comme plusieurs fois les Européens l'ont déjà fait, a-t-il remarqué. Il a qualifié de « très utile pour nous que la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne aient voté contre les Etats-Unis » sur le projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU en février, condamnant les nouvelles constructions juives, auquel Washington avait mis son veto. Évoquant les révolutions arabes, M. Shaath a reconnu : « Nous ne pouvons demander aux Égyptiens ou Tunisiens de traiter les questions palestiniennes avant les leurs. Mais les conséquences à long terme en seront définitivement positives, cela rendra les pays arabes plus capables de nous donner leur soutien, particulièrement du fait que ces révolutions se sont développées sur la lutte non violente ». « Ce n'est pas une révolution islamique, nous sommes dans une ère post-islamique dans le monde arabe », a-t-il analysé.